

Chapitre XV : Intégration Européenne et politiques économiques et sociales

Activité : les élèves rédigent les réponses aux questions à l'aide du dossier documentaire...

I. Des politiques économiques européennes autonomes ?

A. Le partage des compétences

- 1) Quel doit être l'objectif d'une politique de régulation conjoncturelle ? DOC 1
- 2) Expliquez par un schéma le mécanisme des stabilisateurs automatiques DOC 1
- 3) Quelles sont les instances qui ont la responsabilité des politiques monétaires et budgétaires au sein de la zone euro ? DOC 1
- 4) Relevez des exemples de chocs asymétriques et symétriques : expliquer la signification de ces adjectifs dans ce contexte.

B. La faible autonomie des politiques nationales

- 5) Que prévoit le pacte de stabilité et de croissance ? DOC 2
- 6) Comparez les données du DOC 3 aux informations du DOC 2. Que constatez-vous ?
- 7) Depuis la réforme de 2005, à quelles conditions un pays peut-il dépasser les seuils fixés par le pacte de stabilité et de croissance sans encourir de sanctions de la part de l'Europe ? DOC 4
- 8) A l'appui d'exemples, expliquez pourquoi les différents pays de la zone euro peuvent avoir des avis différents sur la politique monétaire menée par la BCE ? DOC 5 et 6

C. Un policy mix restrictif

- 9) Comparez la croissance économique des USA du RU et de la zone euro de 1996 à 2006 DOC 7
- 10) Illustrez la phrase soulignée du DOC 9 à l'aide du DOC 6
- 11) construisez un tableau comparatif des policy mix européen et américain sur cette période et montrez pourquoi cette comparaison permet d'expliquer les écarts de croissance observés plus haut. DOC 8 et 9
- 12) la réforme de 2005 du pacte de stabilité et de croissance DOC 4 peut-elle suffire à relancer la croissance en Europe ? Justifiez votre réponse

II. Les nouveaux cadres de l'intervention publique

A. La politique de la concurrence

Européenne

- 1) Quels sont les deux grands axes de la politique de la concurrence ? DOC 1
- 2) Pourquoi peut-on dire que le contrôle de la concurrence par les instances européennes sont conformes au principe de subsidiarité ? DOC 1

3) A quelle condition la commission européenne a-t-elle accepté le projet de fusion entre GDF et Suez ? Pourquoi ? DOC 3

4) Pourquoi peut-on dire que la concurrence peut être favorable aux usagers ? DOC 4

B. La déréglementation des services publics

5) Que sont « les industries de réseau » ? DOC 3

6) Décrivez le processus d'ouverture à la concurrence des industries de réseau. DOC 4

C. La remise en cause des services publics à la française :

7) Qu'exige l'UE en matière de « service d'intérêt économique général » ? Qu'est-ce qu'un service universel ? DOC 5

8) En quoi la politique de concurrence limite-t-elle les possibilités d'intervention des états dans le domaines économiques et sociaux (DOC 1,2,4,5)

9) Quelles sont les deux conséquences de cette ouverture sur les services publics français (DOC 5, 6 et 7)

10) la dérégulation des services publics de réseaux aboutit-elle au laisser-faire ? DOC 4 et 8

11) Pourquoi la contractualisation des missions de service universel risque-t-elle de dénaturer les services publics à la française ? DOC 9